

ADOLF KIMMEL *

ÉLECTIONS AU BUNDESTAG DU 24 SEPTEMBRE 2017 : ANGELA MERKEL, L'INAMOVIBLE

155

La précampagne électorale a commencé deux ans avant le jour de l'élection : le 5 septembre 2015, Angela Merkel a pris la décision de laisser les réfugiés, notamment ceux venant de Syrie, passer la frontière germano-autrichienne. Frank-Walter Steinmeier (Parti social-démocrate, SPD), alors vice-chancelier et ministre des Affaires étrangères, donne son accord. Horst Seehofer, ministre-président de Bavière et président de l'Union chrétienne-sociale (CSU), émet de fortes réserves. Contrôler des centaines de milliers de réfugiés est impossible et la Chancelière invoque « un devoir humanitaire » dans une situation de nécessité pour justifier sa décision. Horst Seehofer parle d'« un signal fâcheux ».

Ce qu'on appelle bientôt « la crise des réfugiés » a des conséquences importantes sur la vie politique allemande et le système des partis. La querelle violente entre les deux partis chrétiens-démocrates, la CDU et la CSU, qui s'ensuit peut compromettre leurs chances pour

les élections au Bundestag. Surtout, elle revigore l'AfD (Alternative für Deutschland) moribonde, parti populiste de droite, eurosceptique et ouvertement nationaliste avec des accents de racisme à l'égard des musulmans venant des pays arabes, et bientôt aussi à l'égard des Turcs vivant déjà en Allemagne.

Les élections régionales qui ont lieu au courant de l'année 2016 dans quatre *Länder* en fournissent la preuve, le grand vainqueur de ces élections étant l'AfD. Absente jusque-là des parlements de ces *Länder*, cette dernière y fait une entrée spectaculaire. Dans deux *Länder* de l'Allemagne de l'Ouest (Bade-Wurtemberg et Rhénanie-Palatinat), elle dépasse facilement le seuil de 10 % des voix ; dans ceux de l'Allemagne de l'Est (Saxe-Anhalt et Mecklembourg-Poméranie-Occidentale), elle en recueille même 24,3 % et 20,8 % respectivement. Dans ce dernier *Land*, où se trouve la circonscription d'Angela Merkel, la CDU n'arrive qu'à la troisième place (19 %). La CSU et une partie de la CDU tiennent la politique

* Professeur émérite de science politique à l'université de Trèves.

de la Chancelière à l'égard des réfugiés pour la cause principale de ces résultats alarmants.

Afin de mettre fin à des rumeurs en ce qui concerne son avenir politique, mais aussi pour couper l'herbe sous les pieds des critiques, venant de la CSU et aussi d'une partie de la CDU, Angela Merkel déclare un an plus tard, le 20 novembre 2016, qu'elle sera de nouveau candidate pour le poste de chancelier à l'occasion des élections législatives, fixées au 24 septembre 2017. Aucun autre candidat n'étant en vue, cette décision n'est pas critiquée, du moins pas ouvertement, à l'intérieur de son parti, dont elle est présidente. Et les relations avec la CSU bava-
156 roise s'améliorent lentement.

UN CHANCIER SOCIAL-DÉMOCRATE ?

À la suite de quelques décisions aussi importantes que surprenantes, la campagne électorale démarre réellement au début de l'année 2017. Sigmar Gabriel, ministre de l'Économie et président du SPD, saisit l'occasion de l'élection de Frank-Walter Steinmeier au poste de président fédéral (*Bundespräsident*) pour prendre sa succession en tant que ministre des Affaires étrangères. De plus, il déclare, le 24 janvier, démissionner de la présidence du SPD et proposer Martin Schulz, président sortant du Parlement européen, pour lui succéder, en vue des prochaines élections. L'usage veut, en effet, que le président du parti mène la campagne électorale (*Spitzenkandidat*) et devienne, en cas de victoire de son parti, le nouveau chancelier.

Le 29 janvier, Martin Schulz est nommé officiellement par son parti et, le 19 mars, il est élu par un congrès du SPD spécialement convoqué à cette fin. Il obtient 100 % des voix – ce qu'aucun de ses prédécesseurs à

ce poste n'a jamais obtenu. Sigmar Gabriel n'est pas un président de parti très populaire, et il ne rencontre pas beaucoup de sympathie auprès de l'électorat. Avec lui comme challenger d'Angela Merkel, le SPD n'a aucune chance de gagner les élections. La nomination de Martin Schulz provoque soulagement et espoir à la fois, d'une ampleur inattendue pour le SPD et son électorat. Schulz fait figure d'homme nouveau : n'étant pas impliqué dans la grande coalition formée par la CDU-CSU et le SPD ni dans sa politique, il est plus libre de critiquer la Chancelière. Dans les deux semaines qui suivent sa nomination, le SPD fait un bond de 10 points dans certains sondages et arrive presque à égalité avec la CDU-CSU. Rien ne paraît joué car plus de la moitié des sondés déclare ne pas avoir encore pris de décision.

Toutefois, l'euphorie qui règne dans le SPD et son électorat – on parle de la « *Schulz-Hype* » – n'est qu'assez éphémère. Elle repose sur des sentiments fragiles, éphémères, et susceptibles de changer rapidement. Elle montre aussi les incertitudes des sondages, qui font parfois apparaître des mouvements superficiels et passagers ne débouchant pas forcément sur des changements profonds et durables. Les électeurs mettent bientôt fin à cette euphorie quelque peu artificielle à l'occasion des élections régionales.

LA FIN DE L'EUPHORIE DU SPD

Une semaine seulement après l'élection de Martin Schulz au poste de président du SPD, les électeurs de la Sarre donnent lieu à une première déception. L'espoir du SPD de conquérir, avec Die Linke (« la gauche ») et les Verts, une majorité pour mettre fin au règne de la CDU dans ce *Land* est cruellement anéanti. Tandis que les trois partis de gauche reculent, la CDU gagne 5,5 points et dépasse les

40 %. La perspective d'une possible majorité de gauche a plutôt effrayé une bonne partie de l'électorat et l'a mobilisé – la participation électorale monte de 8 points – pour empêcher une telle alternance.

Le 7 mai apporte la deuxième déception, encore plus grande. Aux élections en Schleswig-Holstein, à nouveau le SPD recule tandis que progresse la CDU. Le gouvernement sortant, présidé par un social-démocrate, est remplacé par une coalition formée par la CDU, le Parti libéral-démocrate (FDP) et les Verts.

Une semaine plus tard, c'est la débâcle. Les élections ont lieu en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, le *Land* le plus peuplé d'Allemagne. La région est considérée comme un bastion du SPD. Le poste de ministre-président revenait au SPD depuis 1966, avec une seule interruption lors de la législature 2005-2010. Le 14 mai cependant, le SPD subit une défaite très dure. Reculant de 7,9 points, il obtient, avec 31,2 %, son plus mauvais score depuis 1947. Le gouvernement SPD-Verts doit faire place à une coalition CDU-FDP.

Après l'euphorie, c'est la résignation qui s'installe déjà en vue des élections du 24 septembre. Martin Schulz et le SPD espèrent que le duel télévisé du 3 septembre avec la Chancelière pourra renverser la vapeur. Mais les sondages, nettement favorables à la CDU-CSU, restent pratiquement inchangés aux lendemains du débat.

Après ces élections régionales, le SPD ne dépasse plus les 25 % dans les sondages tandis que la CDU-CSU obtient entre 35 % et 40 %. Décidément, la « *Schulz-Hype* » ne correspondait pas à un renversement

durable des rapports de force entre les deux partis.

LA CAMPAGNE ÉLECTORALE

Comme en 2013 déjà, la campagne électorale ne suscite guère d'intérêt. Elle est très calme, atone, ennuyeuse même. Les controverses souvent violentes du passé ont fait place à un consensus assez large sur les problèmes politiques essentiels. Un consensus de fond rassemble surtout les partis dominants, la CDU-CSU et le SPD. Le fait que ces partis forment la coalition de gouvernement depuis 2013 (et déjà de 2005 à 2009) en est le signe le plus clair. Le SPD ne peut donc critiquer la politique qui a été menée que sur tel ou tel aspect, mais pas fondamentalement.

Aucun sujet important ne domine la campagne. Le SPD revendique plus de justice sociale, mais cela ne soulève qu'un intérêt limité. Conséquence de la très bonne santé économique de l'Allemagne, qui présente un faible taux de chômage, cette question ne concerne directement qu'une partie relativement petite de l'électorat. Pour la grande majorité – plus de 80 % des sondés se déclarent contents de leur situation matérielle, selon une étude réalisée au printemps 2017 par le Pew Research Center –, ce n'est donc qu'un problème « théorique ». Ce sujet ne prend pas vraiment. De plus, beaucoup d'anciens sympathisants du SPD, ainsi que Die Linke, reprochent toujours à leur parti la politique du chancelier Schröder, qui a contribué, avec les réformes de l'Agenda 2010¹, à aggraver ces inégalités. Le problème de la sécurité dans la rue a joué cette fois, dans le contexte du

157

1. La réforme appelée « Agenda 2010 » contient plusieurs lois votées par la majorité SPD-Verts en 2004 et 2005 ; elle a aidé à améliorer la compétitivité de l'économie allemande et à baisser nettement le taux de chômage, mais elle a aussi réduit sensiblement la durée d'attribution de l'allocation chômage et facilité le recours au travail intérimaire, mal payé.

flux des réfugiés, un rôle plus important. Pour le résoudre, les gens font plutôt confiance à la CDU-CSU qu'au SPD. La politique d'Angela Merkel concernant les réfugiés n'est ouvertement critiquée que par l'AfD et, de façon plus mesurée, par la CSU.

Il semble que le slogan principal de la CDU correspond à un sentiment répandu : « Pour une Allemagne dans laquelle nous vivons bien et volontiers ». Le désir de changer le gouvernement (*Wechseltimmung*) n'est pas assez fort pour que Martin Schulz et le SPD dépassent Angela Merkel et la CDU-CSU dans les intentions de vote. Le SPD n'a, en dehors de la grande coalition – au sein de laquelle il ne sera que le « petit » partenaire mais pas celui qui dirige –, aucune chance d'être en mesure de former le gouvernement (*Machtperspektive*). Pour un parti qui a joué, avec la CDU-CSU, un rôle très important dans l'histoire de la République fédérale, c'est assez décourageant, et cela ne motive guère les électeurs.

Les questions de politique extérieure sur lesquelles le consensus est très grand – si l'on exclut toujours, bien entendu, les partis des deux extrêmes du spectre politique – n'ont joué qu'un rôle marginal dans la campagne. Par ailleurs, l'intérêt pour l'élection au Bundestag a beaucoup diminué après les élections régionales du printemps et les sondages qui ont suivi, son issue paraissant acquise. Tout le monde est convaincu que, de toute façon, Angela Merkel restera à la tête du gouvernement. Il n'y a donc plus vraiment de suspense.

Enfin, la personnalité de la Chancelière n'est pas de nature à envenimer les débats. Angela Merkel n'a pas les qualités d'un tribun, elle n'a rien d'un leader charismatique ; calme et réfléchie, elle ne perd jamais son sang-froid, ne cède pas aux provocations. Selon le *Daily Telegraph* du 21 août 2017, la campagne de

Theresa May pour les élections générales britanniques du mois de juin proposait, comparée à celle d'Angela Merkel, « un ouragan de charisme et d'énergie ». Si la Chancelière ne soulève pas d'enthousiasme, en revanche, elle rassure. Son challenger Martin Schulz ne peut et ne veut pas attaquer Angela Merkel comme, par exemple, Marine Le Pen l'a fait à l'égard d'Emmanuel Macron lors de la présidentielle française. Dans le duel télévisé du 3 septembre, suivi par plus de seize millions de téléspectateurs, Schulz a fait une performance honorable, mais cela n'a pas suffi pour ébranler la popularité d'Angela Merkel.

LES RÉSULTATS ET L'ANALYSE

L'électeur allemand peut déposer deux bulletins dans l'urne : l'un contient le nom du candidat de la circonscription (*Erststimme*), l'autre le nom du parti (*Zweitstimme*). C'est le *Zweitstimme*, donc les résultats qu'obtiennent les partis, qui détermine, selon le principe de la proportionnalité, la composition du Bundestag. Si l'on ne prenait en compte que le vote pour les candidats, à l'exemple du Royaume-Uni ou de la France, la CDU-CSU disposerait d'une majorité de plus de 75 % des sièges. La carte électorale du Sud de l'Allemagne est tout en noir (CDU), sauf deux petites taches rouges, car la CDU-CSU remporte presque toutes les circonscriptions. Ce système électoral complexe et la différence entre *Erststimme* et *Zweitstimme* a pour conséquence que le Bundestag compte cette fois 709 députés. Il est le Parlement le plus nombreux du monde démocratique.

À la différence des élections françaises de cette même année, la participation électorale a augmenté en Allemagne et atteint un niveau assez satisfaisant.

Élections fédérales en Allemagne

Participation électorale	76,2 % (+ 4,7)		
<i>Partis</i>	<i>% des voix</i>		<i>sièges au Bundestag</i>
CDU-CSU	32,9	(- 8,6)	246
SPD	20,5	(- 5,2)	153
AfD	12,6	(+ 7,9)	94
FDP	10,7	(- 5,9)	80
Die Linke	9,2	(+ 0,6)	69
Les Verts	8,9	(+ 0,5)	67
Autres	5,0	(- 1,3)	-

Surprises et nouveautés ne sont pas absentes des résultats. Les deux partis qui ont dirigé alternativement tous les gouvernements, la CDU-CSU et le SPD, perdent des voix, et les quatre « petits » partis en gagnent.

Si l'on pouvait s'attendre à des résultats médiocres pour le SPD, son score dépasse les pronostics les plus pessimistes et les craintes les plus sombres. Il réalise son plus mauvais score depuis la fondation de la République fédérale. Dans les *Länder* de l'ancienne République démocratique allemande, il n'obtient que 14,6 % des voix et n'arrive qu'en quatrième position derrière la CDU, l'AfD et Die Linke. Depuis 2005, il a perdu toutes les élections au Bundestag, une série de défaites comme celle connue à l'époque du chancelier Adenauer. Lors des trois dernières consultations, il est resté nettement en dessous de 30 %, un seuil qu'il avait toujours franchi depuis 1957. Cinq fois, il a fait même mieux que 40 %. L'électorat traditionnel du SPD, notamment les ouvriers, s'est rétréci. Après en avoir perdu une partie au bénéfice de son concurrent, Die Linke – cette fois encore, il y a un transfert de plus de quatre cent mille voix –, c'est presque un demi-million d'électeurs qui ont fui, le 24 septembre, vers l'AfD. Un peu plus de 20 % des ouvriers

et des chômeurs ont voté pour le parti de droite dure. Par ailleurs, presque autant d'électeurs se sont tournés vers le FDP, Die Linke et – un peu moins – les Verts. En revanche, le SPD n'a pas vraiment réussi à attirer des électeurs d'autres partis ou à en mobiliser de nouveaux. Le caractère de *Volkspartei* du SPD, un parti supposé trouver des électeurs dans toutes les couches sociales et obtenir autour ou plus de 30 %, est désormais mis en doute.

Toutefois, les résultats de la CDU-CSU constituent une plus grosse surprise encore. Son recul – le plus fort depuis son existence – est plus sévère que celui du SPD. Sauf à l'élection de 1949, elle avait toujours fait un meilleur score. La CSU bavaoise, qui règne dans « son » *Land* depuis 1946 (avec une seule exception, de 1954 à 1957), doit même enregistrer une perte de 10,5 points.

Il semble que les deux « grands » partis ont de plus en plus de difficultés à intégrer les différents groupes d'électeurs, qui présentent des intérêts divergents. Les quatre autres partis qui seront représentés au Bundestag gagnent des voix, beaucoup pour l'AfD et le FDP – qui n'était pas parvenu en 2013 à dépasser la barre des 5 % et revient au parlement –, plus modestement pour Die Linke et les Verts.

Mais la nouveauté la plus spectaculaire est que, pour la première fois, un parti d'extrême droite, nationaliste, euro-sceptique, populiste (*völkisch*) et partiellement raciste, fait son entrée au Bundestag. D'où viennent les voix de l'AfD ? La plus grande partie – plus d'un million – vient de ceux qui n'avaient pas voté jusque-là. Presque un million de voix proviennent de la CDU-CSU ; quatre cent soixante-dix mille, du SPD ; et quatre cent mille, de Die Linke. Dans quatre des cinq *Länder* de l'ancienne République démocratique allemande, elle obtient 20,5 %.

160 La carte montre un comportement des électeurs assez différent dans l'ancienne République démocratique allemande et dans l'ancienne République fédérale d'Allemagne. L'AfD obtient dans la première un pourcentage de voix deux fois plus important que dans la seconde. Le Parti de gauche est également beaucoup plus fort dans l'Est que dans l'Ouest. Les autres partis sont plus forts dans l'Ouest. Il est donc clair que le potentiel pour les partis protestataires est plus fort à l'est de l'Elbe.

Comment expliquer ces mouvements importants d'électeurs ? Les causes semblent à la fois économiques et psychologiques. La motivation principale du vote en faveur de l'AfD est le mécontentement vis-à-vis de la politique du gouvernement à l'égard des réfugiés. Il s'agit donc surtout d'un vote protestataire. La décision de la Chancelière de laisser passer presque un million de réfugiés a soulevé de violentes critiques, voire un rejet clair de la part d'une partie des Allemands. Cette opposition revêt un caractère identitaire : elle se fonde sur la crainte que ces réfugiés, en très grande partie des musulmans, ne soient un danger pour la culture occidentale et donc allemande. S'y ajoute la peur d'une hausse de la criminalité. Dans l'Allemagne de l'Est, où il n'y a que peu de réfugiés, l'hostilité très forte, voire

la haine à l'égard d'Angela Merkel, va de pair avec un mécontentement économique et social marqué. Cela explique les pertes sensibles de Die Linke (11 % de son électorat de 2013, pourcentage le plus élevé de tous les partis), qui avait profité dans le passé de ce mécontentement. Présent dans tous les parlements des nouveaux *Länder* et même dans plusieurs gouvernements, Die Linke est déjà considéré comme faisant partie de l'establishment politique détesté. Une partie importante de son électorat a donc rejoint l'AfD. C'est un vote protestataire à caractère plutôt social ou concernant la politique générale que proprement culturel. Les bons scores de l'AfD dans certaines villes de la Ruhr, souffrant de la crise du charbon et de l'acier, s'expliquent également par un vote de protestation de la part des ouvriers craignant la perte de leur travail, des chômeurs, des laissés-pour-compte, de tous ceux qui se sentent abandonnés. Certains spécialistes de la sociologie électorale avancent que l'AfD gagne 28 % dans les milieux précarisés.

Les pertes de la CDU-CSU au profit de l'AfD ont pour cause essentielle la politique du gouvernement à l'égard des réfugiés. D'une façon plus générale, le recul de la CDU (et plus encore celui de la CSU) témoigne d'un malaise diffus de la partie la plus conservatrice de son électorat. Sous l'impulsion d'Angela Merkel, le parti a abandonné ses positions traditionnelles sur plusieurs questions (sortie du nucléaire, fin du service militaire obligatoire, mariage pour tous). Si cette modernisation a permis à la CDU d'élargir sa base électorale vers le centre, elle a entraîné le départ d'un certain nombre d'électeurs conservateurs, qui ont trouvé refuge auprès de l'AfD. Le transfert de voix de la CDU-CSU vers le FDP est encore plus important. Ce vote-là est nettement tactique. Les électeurs ont voulu que ce

partenaire privilégié passe cette fois la barre des 5 % et qu'il reste disponible pour former une coalition.

Mais si critique et même, notamment en Allemagne de l'Est, pleine de haine que soit une partie des électeurs vis-à-vis de la Chancelière, les pertes de la CDU-CSU auraient été plus lourdes encore si la popularité d'Angela Merkel auprès d'autres électeurs n'était pas si importante. Une nette majorité d'entre eux l'a préférée à Martin Schulz en tant que leader politique, même en dehors de la CDU-CSU. Ceux-ci voient dans la Chancelière la personnalité la plus apte à conduire leur pays dans une situation internationale incertaine. S'il est vrai que les électeurs allemands votent pour un parti, la personnalité des leaders de la CDU-CSU et du SPD joue un rôle très important. L'argument majeur que la Chancelière avait avancé en 2013 lors du débat avec son challenger social-démocrate d'alors est toujours valable, sans qu'il soit nécessaire de le répéter : « Vous me connaissez. » En vérité, les personnes qui connaissent vraiment cette femme, à beaucoup d'égards énigmatique, sont peu nombreuses !

Martin Schulz est loin d'être aussi estimé en tant que leader politique qu'Angela Merkel. Or le SPD a besoin d'une personnalité forte, avec un certain charisme, à l'instar de Willy Brandt ou Helmut Schmidt pour devancer la CDU-CSU. Par ailleurs, un autre facteur continue de diviser et d'affaiblir le SPD : la politique de l'Agenda 2010, jugée comme un abandon de la part du parti de son rôle de défenseur de l'État-providence. Une partie de l'électorat traditionnel du SPD s'est donc abstenue cette fois. Surtout, l'Agenda 2010 a contribué à donner naissance à Die Linke et a fourni à un certain nombre d'électeurs la raison de leur vote protestataire. En 2017, l'AfD a profité elle aussi de ce vote protestataire.

La sociologie électorale de ces élections montre aussi un nouveau visage de l'Allemagne : un peu plus de 20 % des ouvriers et des chômeurs ont voté pour l'AfD. Cela correspond à un autre trait de son électorat : ceux qui n'ont qu'une éducation élémentaire ou de niveau moyen y sont plus nombreux que ceux qui ont le baccalauréat ou un diplôme universitaire. Les hommes y sont également en plus grand nombre que les femmes. Dans l'électorat de la CDU-CSU, c'est l'inverse. Les jeunes, qui ne se rendent pas aussi souvent aux urnes que les électeurs plus âgés, préfèrent les Verts et le FDP. Parmi l'électorat des Verts, nombreux sont ceux qui ont un diplôme universitaire ; parmi ceux du FDP, les chefs d'entreprise sont en nombre élevé.

161

QUEL GOUVERNEMENT ?

S'il était acquis, plusieurs mois avant le 24 septembre, qu'Angela Merkel resterait chancelière, l'incertitude est demeurée jusqu'à la journée de l'élection quant à la coalition avec laquelle elle pourra gouverner. Le système électoral allemand rend hautement invraisemblable qu'un seul parti obtienne la majorité absolue des sièges au Bundestag (cela n'est arrivé qu'une seule fois, en 1957, en faveur de la CDU-CSU sous la houlette du chancelier Adenauer). Avec six groupes au Bundestag, plusieurs coalitions gouvernementales sont possibles.

Puisque aucun parti ne voulait accepter l'AfD comme partenaire, et qu'un gouvernement minoritaire est rejeté par tous, il ne restait en théorie que quatre possibilités :

- Une majorité de droite avec la CDU-CSU et le FDP. Une coalition de ce type a été au pouvoir de 1949 (fondation de la République fédérale d'Allemagne et première élection au Bundestag) à 1966, de 1982 à 1998 (avec Helmut Kohl pour chancelier)

et de nouveau entre 2009 et 2013. La formation d'une coalition en Rhénanie-du-Nord-Westphalie, au mois de mai 2017, après les élections régionales, a démontré que les deux partis ont toujours des visions proches sur les problèmes politiques importants. Cette coalition en quelque sorte « naturelle » est souhaitée par une majorité des deux tiers de la CDU. Mais cette fois, malgré le retour du FDP au Bundestag, une telle coalition ne suffirait pas à obtenir la majorité absolue.

– Une coalition de gauche réunissant le SPD, les Verts et Die Linke. Une telle coalition a été majoritaire entre 2005 et 2009 et de 2013 à 2017. Elle ne formait cependant pas une coalition gouvernementale à cause des différences profondes, notamment en matière de politiques étrangère, européenne et de défense, qui existent entre le SPD et les Verts d'une part et de Die Linke d'autre part. En 2017, une telle coalition n'obtient à aucun moment la majorité absolue dans les sondages.

– C'est également le cas d'une coalition SPD, FDP et les Verts. Les électeurs n'ayant pas récompensé le SPD de la grande coalition par un succès électoral, Martin Schulz a déclaré le soir même de l'élection que le SPD choisirait l'opposition.

– Dernière possibilité : une coalition entre la CDU-CSU, le FDP et les Verts, dite jamaïcaine, d'après les couleurs des trois partis (noir, jaune et vert), identiques à celles du drapeau de l'île de l'archipel des Caraïbes. Une coalition ainsi structurée était au pouvoir en Sarre de 2009 à 2012, mais elle a mal fonctionné et s'est brisée au cours de la législature. Actuellement, une coalition de ce type est au pouvoir dans le *Land* de Schleswig-Holstein. Au niveau fédéral, cela aurait été possible après les élections de 2005, mais la CDU-CSU a préféré former une grande coalition avec le SPD.

C'est la formation d'une telle coalition qui, à la suite des élections, a fait l'objet de

pourparlers pendant près de deux mois. Mais, dans la soirée du 20 novembre, le FDP quitte la table des négociations. Si la CDU-CSU et le FDP pouvaient s'entendre sans trop de problèmes, il y avait en effet entre le FDP et les Verts beaucoup de désaccords politiques, notamment en ce qui concerne les politiques énergétique et environnementale, la fiscalité, les réfugiés et l'immigration, mais aussi la politique européenne. Puisque le SPD a déjà confirmé son refus de participer à une nouvelle grande coalition avec la CDU-CSU, trois manières de sortir de cette crise sont envisageables :

– Le FDP revient sur sa décision et les négociations aboutissent. Ce qui est invraisemblable.

– Angela Merkel forme, en tant que présidente du parti arrivé en tête des élections, un gouvernement minoritaire, éventuellement avec les Verts. Ce qui serait une première dans la vie politique de la République fédérale.

– Ou bien de nouvelles élections auront lieu.

Si toutefois Angela Merkel obtient et va au bout de son quatrième mandat à la tête de la Chancellerie, elle aura gouverné consécutivement durant seize ans, comme Helmut Kohl. Avec Konrad Adenauer, trois chefs de gouvernement provenant de la CDU auront au total gouverné pendant près d'un demi-siècle ! Cette stabilité est unique parmi les démocraties européennes. Le SPD n'a eu que trois chancelliers issus de ses rangs, mais ils sont restés au pouvoir vingt ans au total. Stabilité politique donc, mais qui présente un penchant marqué pour le conservatisme. L'instabilité gouvernementale et politique de la République de Weimar a contribué à sa fin prématurée et à l'arrivée d'Hitler au pouvoir. Dans l'opinion allemande, la stabilité politique a donc une très, et peut-être trop, grande valeur en soi.